

**Convention collective départementale**

IDCC : 9612. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE,  
DE MARAÎCHAGE, D'ARBORICULTURE FRUITIÈRE, HARAS ET CUMA  
(ORNE)**

**(20 juillet 1977)**

(Etendue par arrêté du 25 janvier 1979,  
*Journal officiel* du 10 mars 1979)

■ *Journal officiel* du 5 mars 2009

**Arrêté du 20 février 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective de travail concernant les exploitations de  
polyculture, d'élevage, de maraîchage, d'arboriculture fruitière,  
les haras et les coopératives d'utilisation de matériel agricole du  
département de l'Orne (n° 9612)**

NOR : AGRS0904474A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 1979 portant extension de la convention collec-  
tive de travail du 20 juillet 1977 concernant les exploitations de polyculture,  
d'élevage, de maraîchage, d'arboriculture fruitière, les haras et les coopé-  
ratives d'utilisation de matériel agricole du département de l'Orne et les arrêtés  
successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 1<sup>er</sup> juillet 2008 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 13 jan-  
vier 2008 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et  
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la  
famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 85 du 1<sup>er</sup> juillet 2008 à la convention col-  
lective de travail du 20 juillet 1977 concernant les exploitations de poly-  
culture, d'élevage, de maraîchage, d'arboriculture fruitière, les haras et les

coopératives d'utilisation de matériel agricole du département de l'Orne sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des affaires financières,  
sociales et logistiques,*  
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/1, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.